Document generated on 07/11/2025 9:25 p.m.

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Imaginer la nation

ANNE LEGARÉ, *Le Québec, une nation imaginaire*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2018, 201 pages

Martin David-Blais

Volume 12, Number 3, Summer 2018

URI: https://id.erudit.org/iderudit/88385ac

See table of contents

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)
1929-5561 (digital)

Explore this journal

Cite this review

David-Blais, M. (2018). Review of [Imaginer la nation / ANNE LEGARÉ, *Le Québec, une nation imaginaire*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2018, 201 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *12*(3), 11–12.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2018

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

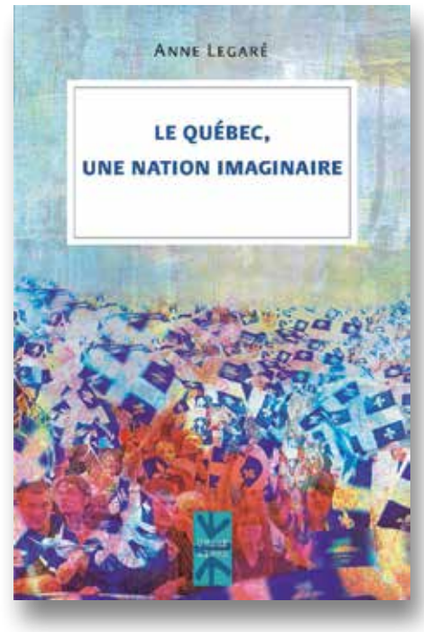
This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

IMAGINER LA NATION

Martin David-Blais
Université Saint Paul, Ottawa



ANNE LEGARÉ
LE QUÉBEC, UNE NATION IMAGINAIRE
Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2018, 201 pages

Ce livre, qui était au départ un assemblage d'articles universitaires, est finalement devenu un appel aux souverainistes québécois pour qu'ils redoublent d'efforts et qu'ils réfléchissent sérieusement à leur projet de société. L'ouvrage traite de nation, d'indépendance et d'imaginaire, mais, disons-le tout de go, le titre du livre ne rend probablement pas justice au contenu, car, au premier coup d'œil, il donne à penser que, selon l'auteure, le Québec en tant que nation est une vue de l'esprit chimérique, ce qui n'est aucunement le cas. Il est question d'une collectivité nationale appelée à projeter en pensée son déploiement pour ensuite s'affirmer comme sujet historique. Cette grande question est abordée en trois problématiques distinctes.

La première concerne le fait que le Québec demeure au sein de la fédération canadienne et que, bien qu'il soit une nation, on lui attribue le statut de région. Pour Legaré, on ne doit pas s'y tromper : le Québec ne saurait penser réaliser son déploiement national au sein du Canada. En fait, cette situation qui a trop perduré a de profonds effets débilitants. D'abord, parce que le Québec se trouve sous l'emprise d'un État central qui agit à sa guise et selon une logique propre qui n'a rien à voir avec le désir de réalisation collective des Québécois en tant que nation. Ensuite, parce que la situation présente et le statut de région émoussent leur volonté d'affirmation et leur élan à vouloir devenir un véritable sujet collectif.

La seconde problématique porte sur la nature du projet d'être ensemble que les souverainistes pourraient proposer. Le propos consiste alors en un appel lancé à ces derniers pour qu'ils résistent à la tentation d'adopter une définition essentialiste et réificatrice de la nation ; dans la foulée, l'auteure leur demande d'opter plutôt pour une conception non fixiste, respectueuse des libertés individuelles et ouverte aux différences de tout ordre. Cette seconde partie du livre est, ma foi, une variation sur l'opposition classique entre la « nation ethnique » et la « nation civique » et l'auteure prend résolument parti pour la conception dite civique, s'opposant ainsi aux tentatives pour ramener le nationalisme québécois dans le giron d'un conservatisme étroit et passéiste.

La troisième problématique concerne le Québec sur la scène internationale. Il s'agit cette fois d'une invitation à réfléchir sur l'action et la voix du Québec dans le monde contemporain et à bien prendre la mesure de tous les enjeux que son déploiement suscitera. L'auteure aborde en succession la délicate question de la reconnaissance de la souveraineté, la nécessité du réalisme politique pour ce qui concerne l'action des grandes puissances occidentales à son endroit, la complexe question de l'américanité et les écueils qu'elle recèle ainsi que l'éternelle ambition de la francophonie.

Anne Legaré exhorte les dirigeants du Parti québécois à abandonner leurs habitudes électoralistes, car en se contentant de proposer un bon gouvernement, on n'a de cesse de remettre à plus tard la tâche de penser le projet d'un Québec souverain.

Le livre est, on l'a dit, un assemblage d'articles universitaires. D'ordinaire, les collages de ce type sont assez insipides ; cette fois au contraire, le résultat, bien qu'inégal, s'avère réussi. Le thème général, la nécessité de réfléchir à la souveraineté en termes de projet, est développé avec cohérence. D'une part, l'auteure en appelle aux Québécois pour qu'ils continuent à vouloir se déployer comme nation, c'est-à-dire en tant qu'entité collective dotée d'une voix propre et d'un désir de se poser en sujet. D'autre part, elle propose aux souverainistes de placer l'imaginaire au cœur de la démarche collective, de sorte que toutes et tous se mettent à la tâche de projeter, d'imaginer le Québec devant être institué. L'ouvrage est plutôt réussi, aije dit, mais on sent bien néanmoins, à la lecture, le poids des textes passés, ce qui réduit la force du livre. Je pense notamment à la troisième partie. Il était logique que l'on parle du déploiement du Québec dans le monde et la communauté des nations, surtout à l'ère de la mondialisation accélérée ; toutefois, plusieurs pages ont l'allure de fragments accumulés dans des tiroirs.

Beaucoup plus forte est la première partie consacrée aux conséquences du statu quo. La thèse de Legaré est que si le Québec reste au sein de la fédération canadienne, les conséquences en seront très importantes. Le déploiement national sur le terrain des institutions sera sans cesse bloqué et on observera un affaiblissement croissant de la volonté collective. Cet avertissement procède d'une conception passablement structuraliste des choses (ce qui n'est pas péjoratif dans mon esprit) : les structures institutionnelles ont un impact lourd sur les sociétés, sur les individus qui les composent ainsi que sur les consciences et les comportements. Le Canada actuel consiste en un ensemble structural fortement asymétrique, lequel est dominé par un État fédéral fort qui, conformément à sa logique fonctionnelle fondamentale, traite le Québec en région subordonnée. Pour l'auteure, on ne saurait nourrir l'espoir qu'il pourrait en être autrement. L'articulation entre réalité structurale et émoussement de la volonté d'agir tient pour beaucoup à un phénomène dit « d'habitus » (concept bourdieusien bien connu) : cela consiste en une intériorisation par les individus des asymétries structurales et il s'ensuit une légitimation progressive du statu quo. Traduit en diagnostic politique, le propos revient au constat d'un effet d'accumulation : à force de vivre dans le cadre institutionnel de la région et à force de se faire traiter comme tel, les Québécois tendent à trouver tout cela de plus en plus normal et légitime, ce qui à terme rendra la mobilisation pour la souveraineté d'autant plus difficile.

Le fait que l'ouvrage soit un assemblage de textes un peu anciens a passablement d'impact dans la seconde partie (la nature du projet d'être ensemble) qui est pourtant la plus importante. Le propos fait beaucoup de place aux considérations philosophiques et prend par moments des allures un peu hégéliennes, ce qui n'est pas forcément une stratégie argumentative efficace en contexte politique. Par contre, Anne Legaré a, il y a peu, publié dans *Le Devoir* (« Le PQ doit sortir de l'électoralisme », 17 janvier 2018), un court texte d'opinion dans lequel elle condense l'essentiel de son point de vue, et le résultat me semble bien plus probant. On me permettra de m'y référer un moment.

voir Nation imaginaire
à la page 12

suite de la page 11

Dans ce texte, Anne Legaré exhorte les dirigeants du Parti québécois à abandonner leurs habitudes électoralistes, car en se contentant de proposer un bon gouvernement, on n'a de cesse de remettre à plus tard la tâche de penser le projet d'un Québec souverain. Elle les exhorte en outre à ne pas fleureter avec le point de vue nationaliste conservateur qui chercherait à définir le projet national autour d'une conception fixiste et passéiste de la nation. Elle propose d'opter au contraire pour une démarche volontaire (opposée à l'attentisme et au défaitisme), « ouverte » et axée sur l'idée d'imaginaire. Par ouverture, on entend non seulement le refus de fixer ce que serait l'essence de la nation, mais aussi de s'abstenir de prédéterminer ce dont sera fait l'espace politique que deviendra le Québec souverain. Pareille démarche commande d'adopter une posture inclusiviste et de procéder à des alliances avec de très nombreuses composantes de la société. Elle exige au surplus d'inviter toutes les parties prenantes à projeter le Québec, étape essentielle pour faire jaillir un Québec sujet. Voilà un point de vue qui me semble bien trop optimiste et passablement cousu de fil blanc au regard de ce qui se passe en ce moment au sein du mouvement souverainiste ; il reste que le positionnement est clairement formulé et que l'argumentaire peut se traduire en une action politique concrète. À savoir : une action fondée sur une stratégie faite de discussion multilatérale et d'alliances multiples. Lorsque l'on retourne au livre, on trouve sensiblement le même propos, mais il est coulé cette fois dans une discussion cadrée autour de l'opposition classique entre nation « ethnique » et « civique » et où abondent les formulations philosophiques et les références à la philosophie de l'histoire.

Je ne cache pas que j'ai pris un réel plaisir intellectuel à lire cette seconde section du livre tout en éprouvant une perplexité pour ce qui concerne l'efficacité politique du point de vue exprimé.

Entre autres questions, je me suis interrogé sur les possibilités d'alliances. Comment unifier les diverses mouvances nationalistes si, d'entrée de jeu, on déclare passéistes et moralement contestables les versions du nationalisme faisant grand cas de l'identité et revendiquant une certaine définition de la nation ? Dans le même ordre d'idées, je me suis demandé jusqu'à quel point il est judicieux de tabler sur l'idée de projet ouvert, une démarche incrémentale à laquelle souscriraient de nombreux acteurs sociaux. Ayant en mémoire les efforts de rapprochement déployés par Jean-François Lisée vers Québec solidaire, il me semble que le jeu politique, peu importe l'arène, peu importe l'enjeu, se mène presque toujours en termes de contrôle et d'intérêt, ce qui rend les résultats absolument contingents. Autre objet de perplexité : comment une telle vision, qui décline l'idée de projet en des termes si abstraits, peut-elle produire un discours politique efficace ? Comment en faire une base de mobilisation alors que les considérations d'intérêt et d'identité sont subsumées en un discours formulé en termes d'universalité et d'ouverture radicale aux possibles ? Dans le même ordre d'idées, comment un tel discours pourrait-il résister aux attaques des adversaires alors que l'on sait bien que le jeu politique carbure aux procès d'intention et aux représentations complètement réductrices de l'autre ? Dit autrement, je me demande comment on pourrait faire entendre que l'on parle d'ouverture et d'universalisme à des adversaires – inconscients de leur propre nationalisme et leurs propres biais – pour qui tout nationalisme rime nécessairement avec exclusion et repli. ❖

Céline Saint-Pierre
La première Révolution tranquille. Syndicalisme catholique et unions internationales dans le Québec de l'entre-deux-guerres
Montréal, Del Busso éditeur, 2017, 232 pages

Comme il est écrit en quatrième de couverture, c'est Fernand Dumont qui, le premier, a vu dans les années 1930 l'époque d'une première Révolution tranquille. Ce jugement est désormais bien partagé. Dans son *Histoire sociale des idées au Québec*, Yvan Lamonde, par exemple, a contribué à diffuser une telle lecture de cette décennie riche de transformations et d'espoirs collectifs, malgré la crise. En pointant le faisceau sur les organisations syndicales, Céline Saint-Pierre veut faire voir leur rôle non seulement dans l'organisation des travailleurs, mais sur la scène politique ; elle montre aussi l'exceptionnelle activité qui a eu cours en cette décennie dans le domaine de la législation du travail.

Dans cet ouvrage tiré de sa thèse de doctorat, Céline Saint-Pierre étudie ce qu'elle pose comme « un duel idéologique des plus significatifs entre des forces sociales anciennes et nouvelles » au sein même du mouvement syndical. D'un côté, l'auteure identifie le syndicalisme catholique, par lequel l'Église cherche à conserver son pouvoir idéologique et moral sur les ouvriers canadiens-français, et notamment à empêcher l'intrusion du communisme au Québec. L'Église trouve appui ici sur le groupe d'intellectuels qui bâtissent le Programme de restauration sociale en 1933, dans lequel une troisième voie est prônée entre capitalisme libéral et communisme. Elle dispose aussi d'une alliée objective dans la petite bourgeoisie canadienne-française qui s'inquiète à la fois du contrôle grandissant de l'économie québécoise par les multinationales américaines et d'une régulation étatique plus ferme. Bref, tout en plaçant la question sociale au cœur de leurs préoccupations, les élites canadiennes-françaises appartenant à plusieurs groupes sociaux lisent celle-ci en la reliant à la question nationale. En face, les syndicats internationaux (américains) affiliés au Congrès des métiers et du travail du Canada s'opposent à l'intervention de l'État dans les relations de travail et à la confessionnalité des syndicats. Le conflit entre les idéologies des deux grandes familles syndicales se cristallise entre autres autour de la Loi relative à l'extension juridique adoptée en 1934, qui s'inspire du corporatisme social. À l'aide principalement des journaux syndicaux et de la presse à grand tirage de l'époque, ainsi que d'un cadre d'analyse inspiré par la sociologie d'Alain Touraine, Céline Saint-Pierre analyse les prises de position des ancêtres de la CSN et de la FTQ non seulement sur les enjeux propres aux ouvriers, mais plus globalement sur ceux concernant la société québécoise tout entière.

Sa conclusion est qu'on ne peut accuser l'Église, la petite bourgeoisie canadienne-française et le syndicalisme catholique de repli sur soi dans ces années. Plutôt, il y a eu de la part de tous, par les moyens disponibles, résistance contre la dépossession économique des Québécois. Par ses combats contre la centrale catholique, le syndicalisme international s'est au contraire constitué en allié objectif des multinationales américaines. Le fait de n'avoir pas été soutenue par l'Union nationale après son accession au pouvoir en 1936 a aussi rendu l'implantation du corporatisme social impossible à une échelle significative et a fait du premier ministre Maurice Duplessis un adversaire du projet nationaliste de reconquête économique et de la doctrine sociale de l'Église, ce qui se manifestera avec éclat des années plus tard lors de la célèbre grève de l'amiante. La division des ouvriers canadiens-français entre syndicats catholiques et internationaux a compromis tant les conquêtes syndicales que les conquêtes nationales, et ce, jusqu'au début des années 1960.

Bien que les résultats de ce travail ne bouleversent pas les interprétations développées au cours des dernières années sur cette décennie importante des années 1930, le livre de Céline Saint-Pierre rappelle utilement aux lecteurs d'aujourd'hui que lorsqu'ils sont désunis, les Québécois ne peuvent espérer ni gain social ni gain national.

Lucia Ferretti
Chef de pupitre, histoire et culture